



DIALOGUE SUR L'UTILISATION DES TERRES ET LE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES DURABLES (SL&CT)

AFRIQUE - ÉVÉNEMENT MULTIPARTITE

1er octobre 2020

DIALOGUE MULTIPARTITE SUR LE PALMIER À HUILE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET
CENTRALE, ORGANISÉ PAR LA TROPICAL FOREST ALLIANCE ET PROFOREST



RÉSUMÉ

Ce document reprend les points clefs soulevés par 50 participants issus des gouvernements, de la société civile et du secteur privé lors du premier événement régional africain multipartite soutenant le dialogue de gouvernement à gouvernement sur l'Utilisation des Terres et le Commerce des Produits Agricoles Durables (SL&CT) de la COP26. Organisé conjointement par Tropical Forest Alliance et Proforest le 1er octobre 2020, cet événement s'inscrit dans un processus d'inclusion des parties prenantes visant à alimenter le nouveau dialogue mondial que le Royaume-Uni, en tant que président de la COP26, cherche à lancer. Le premier événement régional de gouvernement à gouvernement en Afrique aura lieu le 22 octobre. Les points de vue des principaux acteurs régionaux réunis lors de cet événement multipartite, qui exposent les priorités politiques et les possibilités d'action régionale et mondiale en matière d'utilisation des terres et de commerce durables, viendront étayer les discussions de la première réunion gouvernementale. Parmi les principaux points soulevés, on peut citer :

LA COORDINATION INTERSECTORIELLE: L'utilisation des terres et le commerce durables sont un thème vaste qui nécessite la collaboration des acteurs des différents secteurs, ministères et institutions, jouant tous des rôles différents, mais de manière concertée. Les participants ont souligné que le manque de coordination intersectorielle a été un fléau pour la planification efficace de l'utilisation des terres et la sécurisation des droits fonciers dans de nombreux pays africains. Les participants ont soutenu cette idée en citant un exemple où l'application d'un code forestier pour la gestion durable des forêts est affaiblie par d'autres lois sectorielles (agriculture, élevage, etc.) en contradiction. Par conséquent, le **renforcement de la coordination intersectorielle et l'amélioration des cadres législatifs et réglementaires pour parvenir à une plus grande cohérence et à un meilleur alignement** entre les différents organismes et secteurs (planification de l'utilisation des terres, sylviculture, agriculture, etc.) est premier pas important vers l'utilisation durable des terres.

UNE APPROCHE INCLUSIVE DÈS LA CONCEPTION À LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES: Toutes les catégories de parties prenantes ont lancé un appel commun en faveur de l'adoption d'une gouvernance plus inclusive, en mettant l'accent sur la conception et la mise en œuvre des politiques. Pour être durable, tout processus politique (de la conception à la mise en œuvre) voulant promouvoir une utilisation durable des terres devrait impliquer et prendre en compte les contributions des différents acteurs qui peuvent être directement ou indirectement touchés par les décisions politiques. **Les politiques et les accords** doivent être conçus dans une optique d'avantages mutuels et **doivent être bien compris, partagés et approuvés par toutes les parties prenantes**. En particulier, des efforts devraient être faits pour s'assurer que les petits exploitants agricoles et les communautés locales, qui sont les principaux acteurs du secteur agricole et de la gestion des forêts en Afrique, sont impliqués par le biais d'approches participatives.

LA GOUVERNANCE MULTIPARTITE : En réponse au défi de l'inclusion et de la collaboration intersectorielle, que ce soit au niveau régional, national ou juridictionnel, **les structures de gouvernance multipartites ont été identifiées comme l'approche la plus efficace pour la collaboration autour de l'utilisation durable des terres et de la production de matières premières**. L'Initiative pour l'Huile de Palme en Afrique (APOI) est un excellent exemple de véritable plate-forme multipartite qui pourrait être structurée pour devenir une plate-forme multi-produits pour toutes les matières premières de la déforestation aux niveaux national et régional, à l'initiative de pays tels que le Liberia. L'APOI, qui a été créée dans le but d'améliorer les opportunités économiques et les moyens de subsistance pour les communautés locales d'une manière qui soit écologiquement et socialement durable et qui protège les riches forêts tropicales d'Afrique a été bien accueillie et appréciée par les différents groupes de parties prenantes ; gouvernements, secteur privé et groupes de la société civile des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale qui ont participé à la réunion.





LA PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRES : La nécessité d'améliorer la planification de l'utilisation des terres a été identifiée comme l'un des aspects les plus critiques à aborder pour atteindre les objectifs du dialogue. Les participants ont insisté sur le fait que c'est aux gouvernements nationaux de piloter le processus, cependant la relation entre la planification de l'utilisation des terres et les droits fonciers est telle que la participation active de toutes les autres parties prenantes est cruciale pour la réussite du processus et la durabilité du plan, et qu'une **approche interinstitutionnelle, intersectorielle et inclusive est essentielle**. Cette approche fera en sorte que les différentes parties prenantes voient un avantage évident dans la mise en place de structures de gouvernance bien définies qui permettent leur participation simultanée depuis le stade de l'élaboration des politiques jusqu'à leur mise en œuvre. En complément de la planification de l'utilisation des terres, il est également nécessaire de disposer d'un cadre législatif adéquat et exécutoire. Il a été recommandé aux gouvernements nationaux de valoriser et d'exploiter les diverses initiatives existantes, actuellement en cours dans les différents pays.



LA TRAÇABILITÉ, LE SUIVI ET L'ÉVALUATION : Un système de traçabilité et de suivi fiable, de la production à la consommation, est essentiel pour parvenir à une production et à un commerce durables. Les participants estiment que cela permettrait d'éviter que des produits « illégaux » provenant de zones protégées soient incorporés dans des chaînes d'approvisionnement sans déforestation. En outre, pour éviter les revendications, les participants ont recommandé un système national de traçabilité élaboré dans le cadre d'un processus multipartite. Il a été souligné que les pays consommateurs devraient jouer leur rôle dans le soutien à la consommation durable en mettant en œuvre des politiques de diligence raisonnable et en collaborant avec les pays producteurs pour définir et développer des cadres normatifs communs. Un modèle intéressant dont le dialogue pourrait s'inspirer est le programme pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux - Accord de Partenariat Volontaire (FLEGT-VPA) élaboré pour le secteur du bois et dont certains pays africains en sont à différents stades de mise en place. Cependant puisque la plupart des matières premières produites en Afrique sont consommées localement et que les principaux moteurs de la déforestation sont les secteurs informels, les participants estiment que les incitations liées au commerce ne suffiraient pas à elles seules à développer une production durable. Un dialogue plus large qui tient compte de la voix des différents acteurs, y compris des petits exploitants, devrait être adopté pour un système efficace de responsabilité mutuelle et de traçabilité.

UN FINANCEMENT DURABLE POUR L'UTILISATION DURABLE DES TERRES ET LA PROTECTION DES FORÊTS : Le passage de la production actuelle à une production durable a besoin d'être accompagné d'un financement adéquat à long terme qui soutient simultanément le développement des différents stades des chaînes de valeur durables. Des financements cohérents et durables provenant de sources multiples - gouvernement, secteur privé et partenaires au développement devraient être mobilisés. Les participants ont estimé que l'un des principaux problèmes liés au financement en est l'accès : soit les procédures d'accès aux fonds sont inefficaces, soit les produits de financement ne sont pas adaptés aux investissements requis. Pour surmonter ce défi, il est nécessaire de simplifier les procédures afin de rendre le financement plus accessible, en particulier aux petits exploitants. La nécessité d'intervenir avec des politiques de prix et d'incitation pertinentes pour encourager les investissements durables tout au long de la chaîne d'approvisionnement a également été soulignée. Les communautés vivant à l'intérieur et autour des zones à haute valeur de conservation (HCV) doivent être incitées à protéger ces zones et à adopter des sources de revenus alternatives.



PHOTO CREDITS:

Cover page:

- ◆ Yellow palm seeds Photo by: TWENTY20
- ◆ oil palm fruits Photo by: envato]
- ◆ palmoil leaf Photo by: iStock
- ◆ palmoil plantation Photo by: iStock
- ◆ palmoil leaf Photo by: iStock

- ◆ palmoil worker hands Photo by: iStock
- ◆ Palmoil plantation road Photo by: GettyImages
- 1. Landscape Oil palm plantation Photo by: Ricky Martin/CIFOR
- 2. Oil palm crops Photo by Marlon del Aguila Guerrero/CIFOR